

Département du Cantal
Installations Classées Pour la Protection de l'Environnement
SAS REP CASS'AUTO, sur la commune d'Arpajon sur Cère

Rapport d'instruction relatif à la mise à jour de l'agrément d'un centre VHU

P.J. : projet d'arrêté portant mise en conformité d'un agrément VHU

Par transmission du 18 décembre 2013, Monsieur Juan ALEJO DIAZ, président de la SAS REP CASS'AUTO, demande à Monsieur le préfet l'actualisation de son agrément pour ses activités relatives aux véhicules hors d'usage (VHU), sur son site situé rue Dejou, à Arpajon sur Cère.

Le présent rapport fait le point sur cette demande et les suites qui peuvent être données.

1- PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS EXERCÉES

1.1 L'exploitant

Raison sociale : REP CASS'AUTO

Identification du signataire : Juan ALEJO DIAZ, gérant

Siège social : « Dejou », 15130 ARPAJON SUR CERE

Adresse de l'autorisation sollicitée : « Dejou », 15130 ARPAJON SUR CERE

Forme juridique : SAS (depuis le 01 janvier 2012)

N° de SIRET: 388 363 814 00012 – APE : 4511Z

Activité : commerce de voitures et véhicules automobiles légers

1-2- les actes administratifs :

L'entreprise REP CASS'AUTO exploite un site relevant de la réglementation relative aux installations classées, autorisé selon actes suivants :

- Arrêté préfectoral n° 92-0138 du 30 janvier 1992 autorisant la sarl SELF REP AUTO à exploiter une installation de stockage et démolition de véhicules hors d'usage, au lieu-dit « Dejou » sur la commune d'Arpajon sur Cère

- Récépissé préfectoral n° 93-93 du 11 octobre 1993 portant acte du changement d'exploitant au profit de la sarl REP CASS'AUTO.

- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-964 du 26 juin 2012 actant le changement de statut de l'entreprise et portant mise à jour du classement de la SAS REP CASS'AUTO pour l'exploitation de ses installations de stockage, dépollution et démontage des véhicules hors d'usage au lieu-dit « Dejou » sur la commune d'Arpajon-sur-Cère.

- Arrêté préfectoral n°2012-963 du 26 juin 2012 portant agrément pour l'activité de démolition de véhicules hors d'usage (agrément n° PR1500003D), à la SAS REP CASS'AUTO.



1-3- les activités :

L'activité de la SAS REP CASS'AUTO, sur la commune d'Arpajon-Sur-Cère, est double. Outre une activité de gestion de véhicules d'occasion (négoce, réparation...), l'entreprise s'est spécialisée dans la prise en charge, le stockage, la démolition et le démontage des véhicules hors d'usage.

Les surfaces principales du site, qui s'étend sur 8200 m², sont dédiées aux activités de gestion des véhicules hors d'usage.

Les pièces démontées sont préférentiellement recyclées ou valorisées, les déchets sont valorisés ou traités selon des filières adaptées (batteries, huiles, liquides, pneumatiques, carcasses de véhicules dépollués).

2-DEMANDE DE MISE A JOUR DE L'AGREMENT DE CENTRE VHU

2-1- le contexte réglementaire :

La SAS REP CASS'AUTO dispose d'un agrément préfectoral d'une durée de six ans au titre d'exploitant d'une installation de démolition de véhicules hors d'usage (nouvelle dénomination « centre VHU ») délivré le 26 juin 2012. La référence de cet agrément est n° PR 1500003D.

Toutefois, en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et de la circulaire d'application du 27 août 2012, les exploitants titulaires d'un agrément en cours de validité au 1^{er} juillet 2012 disposaient d'un délai de dix-huit mois à compter de cette date pour constituer un dossier complémentaire comprenant :

- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans l'arrêté du 2 mai 2012 et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté du 2 mai 2012.

2-2- analyse et propositions de l'inspection des installations classées

Par son courrier du 18 décembre 2013, l'exploitant a transmis à Monsieur Le Préfet un courrier demandant le renouvellement de son agrément, en s'engageant sur le nouveau cahier des charges fixé par l'arrêté du 2 mai 2012.

Ce courrier est accompagné d'un rapport annuel de conformité établi le 20 juin 2013 par l'organisme agréé AFNOR Certification.

Cet organisme relève des non conformités relatives :

- à l'absence de calcul du taux de réutilisation/recyclage et au taux de réutilisation/valorisation. Il note cependant la possibilité d'obtention de données complètes pour la filière de démolition des VHU par association avec l'opérateur en aval (broyeur agréé) qui fournit les données manquantes pour le calcul.
- à la déclaration annuelle à l'ADEME qui ne comprend pas le détail attendu sur l'âge moyen des véhicules pris en charge et leur répartition par marque et modèle.

Dans le cadre du renouvellement de l'agrément mi 2012, l'inspecteur des installations classées avait confirmé, en s'appuyant notamment sur les données disponibles sur site et après une visite de terrain, la capacité technique et financière de cet exploitant. Une nouvelle visite de terrain réalisée le 30 janvier 2014 confirme la capacité de cet exploitant à réaliser l'activité dans le cadre du cahier des charges actualisé même si des écarts restent encore à traiter. Les volumes d'activités ont été régulièrement déclarés en regard des textes en vigueur (270 véhicules hors d'usage ont ainsi été traités en 2013). L'origine géographique est essentiellement située dans un périmètre de 50 km autour d'Aurillac/Arpajon-Sur-Cère.

Au final, l'inspecteur des installations classées propose à Monsieur le préfet du Cantal de mettre à jour par arrêté complémentaire les prescriptions du cahier des charges conformément à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. La validité de l'agrément déjà délivré n'est pas remise en cause. Cet arrêté complémentaire ne demande pas une présentation préalable en CODERST (cf. circulaire du 27 août 2012) et l'exploitant n'a pas fait de remarques sur le projet qui lui a été soumis lors de la visite.